COUR SUPÉRIEURE

(Chambre commerciale)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-11-065379-253

DATE : 12 juin 2025

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE MARTIN F. SHEEHAN, J.C.S.

DANS L'AFFAIRE DE LA *LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES*, L.R.C. (1985), CH. C-36 (« **LACC** »), TELLE QUE MODIFIÉE, DE :

PÉTROMONT INC.

Débitrice

et

PÉTROMONT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Mise en cause

et

RESTRUCTURATION DELOITTE INC.

Contrôleur

JUGEMENT SUR UNE DEMANDE POUR L'ÉMISSION D'UNE ORDONNANCE PROROGÉANT LA PÉRIODE DE SUSPENSION DES PROCÉDURES, AUGMENTANT LA DISPONIBILITÉ EN VERTU DU FINANCEMENT TEMPORAIRE ET ÉTABLISSANT UN PROCESSUS DE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

APERÇU

[1] Le 11 mars 2025, le Tribunal a rendu une ordonnance initiale (l'« **Ordonnance initiale** ») à l'égard de la débitrice, Pétromont inc. (« **Pétromont** » ou la « **Débitrice** ») lors de laquelle il a étendu la protection en vertu de la LACC à la mise en cause, Pétromont, société en commandite (« **Pétromont SEC** ») et collectivement avec la Débitrice, les « **Parties LACC** ») pour laquelle la Débitrice agit comme commandité.

[2] Aux termes de l'Ordonnance initiale, le Tribunal a notamment :

- 2.1. nommé Restructuration Deloitte inc. à titre de Contrôleur des Parties LACC (« **Deloitte** » ou le « **Contrôleur** ») avec des pouvoirs élargis;
- 2.2. ordonné la suspension des procédures et de toutes mesures d'exécution entreprises ou pouvant être entreprises à l'égard des Parties LACC et de leurs biens pour une période initiale de dix jours suivant la date de l'émission de l'Ordonnance initiale (tel que prorogé de temps à autre, la « **Période de suspension** »); et
- 2.3. ordonné l'établissement d'une charge super-prioritaire grevant les biens des Parties LACC à l'exception de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 1 250 969 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (le « **Terrain enclavé** ») d'un montant initial de 100 000 \$ (la « **Charge d'administration** ») en faveur du Contrôleur, des avocats du Contrôleurs et des avocats des Parties LACC.

[3] Le 19 mars 2025, le Tribunal a émis une ordonnance initiale amendée et reformulée (l'« **OIAR** ») aux termes de laquelle le Tribunal a notamment :

- 3.1. prorogé la Période de suspension jusqu'au 6 juin 2025, inclusivement;
- 3.2. augmenté la Charge d'administration à un montant total de 300 000 \$;
- 3.3. autorisé le Contrôleur à emprunter de Dow Chemical Canada ULC (Dow Canada) et d'Ethylec inc. (Ethylec et collectivement avec Dow Canada, les « **Prêteurs temporaires** »), de temps à autre, pour et au nom des Parties LACC, une somme initiale jusqu'à la hauteur de 400 000 \$, selon les modalités et condition prévues dans les modalités du financement temporaire à intervenir entre les Prêteurs temporaire et les Parties LACC (la « **Convention de financement temporaire** »); et
- 3.4. ordonné l'établissement d'une charge super-prioritaire grevant les biens des Parties LACC à l'exception du Terrain enclavé, d'un montant initial de 480 000 \$ (la « **Charge des prêteurs temporaires** ») en faveur des Prêteurs temporaires, afin de garantir le remboursement des sommes dues en vertu de la Convention de financement temporaire, laquelle Charge des prêteurs temporaires a priorité sur l'ensemble des charges et réclamation à l'égard des biens des Parties LACC, incluant, notamment, les réclamations sujettes à une fiducie présumée en faveur de la Couronne, mais est subordonnée à la Charge d'administration.

[4] Le 5 juin 2025, la Période de suspension est prorogée jusqu'au 12 juin 2025.

[5] Les Parties LACC demandent aujourd'hui l'émission d'une ordonnance pour :

5.1. Proroger la Période de suspension jusqu'au 30 septembre 2025;

5.2. Autorisant le Contrôleur à emprunter des Prêteurs temporaires une somme additionnelle de 400 000 \$, pour un montant total jusqu'à la hauteur de 800 000 \$ (la « **Facilité de financement temporaire** »), selon les modalités et condition de la Convention de financement temporaire précédemment approuvée par la Cour, et augmentant la Charge des prêteurs temporaires d'une somme additionnelle de 480 000 \$, pour un montant total de 960 000 \$; et

[6] Elles demandent également une ordonnance établissant un processus de traitement des réclamations à l'encontre des Parties LACC ainsi que de leurs administrateurs et dirigeants.

[7] Le Tribunal estime qu'il est approprié d'émettre les ordonnances demandées.

CONTEXTE

[8] Pétromont SEC est une entreprise québécoise fondée en 1980 en vertu du *Code civil du Québec*, aux termes d'une convention de société en commandite enregistrée le 30 septembre 1980 (telle que modifiée de temps à autre, incluant les 3 avril 1984, 2 avril 1990, 6 juillet 1991 et 20 juillet 1992)¹.

[9] Les parts de Pétromont SEC sont détenues par Dow Canada (49,95 %) et Ethylec (49,95 %), une filiale d'Investissement Québec ainsi que par la Débitrice (0,1 %), laquelle agit à titre de commandité exclusif de Pétromont SEC².

[10] Pétromont est une société par actions incorporée depuis 1979 dont les actions sont détenues à parts égales par Dow Canada et Ethylec³.

[11] Pétromont n'exerce aucune activité économique autre que son rôle de commandité exclusif de Pétromont SEC.

[12] Pétromont SEC se spécialisait dans la transformation d'hydrocarbures en éthylène, propylène, co-produits et produits dérivés.

[13] Pétromont SEC a connu des difficultés financières à compter de 2007. En janvier 2009, elle annonce la fermeture définitive de ses deux usines, soit celle de Varennes (l'« **Usine de Varennes** ») et celle de Montréal-Est (l'« **Usine de Montréal-Est** » et

¹ Pièce R-3.

² Pièce R-4.

³ Pièce R-5.

collectivement avec l'Usine de Varennes, les « **Usines** »)⁴. Les activités des Usines sont suspendues depuis le 30 avril 2008⁵.

[14] Depuis la cessation de ses activités, Pétromont SEC se consacre principalement au règlement à l'amiable de ses obligations commerciales, ses obligations envers ses employés et retraités et ses obligations légales en matière environnementale, conformément aux exigences du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

[15] Pétromont SEC demeure tenue à des obligations environnementales liées à certains des sites (les « **Sites** ») sur lesquels elle exerçait ses activités.

ANALYSE

1. La prorogation de la Période de suspension

[16] Les Parties LACC demandent au Tribunal de proroger la période de suspension des procédures jusqu'au 30 septembre 2025, inclusivement.

[17] Une prolongation de la Période de suspension peut être accordée lorsque : i) elle est appropriée dans les circonstances; et ii) que les entités visées par la suspension des procédures agissent et continuent d'agir de bonne foi et avec diligence⁶.

[18] Depuis l'émission de l'Ordonnance initiale, le Contrôleur et les parties LACC ont, entre autres :

- 18.1. Coordinné la mise en place des puits pour permettre d'assurer le suivi environnemental et collaboré avec WSP pour initier la mise en œuvre par WSP du suivi environnemental relativement aux Sites;
- 18.2. Identifié les alternatives disponibles pour disposer du Terrain enclavé, lequel est contaminé et ne peut faire l'objet d'une décontamination en raison de la migration continue des contaminants provenant des lots adjacents appartenant à la Fiducie des Installations Pétrochimiques de Montréal-Est; et
- 18.3. Initié une approche auprès d'une partie qui pourrait se porter acquéreur du Terrain enclavé.

⁴ Pièce R-9.

⁵ Pièce R-8.

⁶ Art. 11.02 LACC.

[19] La prorogation de la Période de suspension demandée est requise dans le cas présent afin de permettre au Contrôleur et aux Parties LACC de :

- 19.1. mettre en œuvre le processus de traitement des réclamations envisagé aux termes de l'Ordonnance de traitement des réclamations proposée;
- 19.2. continuer à superviser le suivi environnemental mis en œuvre par WSP relativement aux Sites; et
- 19.3. entamer des discussions plus approfondies avec la partie identifiée comme acquéreur potentiel du Terrain enclavé et, advenant l'échec de ces discussions, explorer les alternatives identifiées.

[20] Le Contrôleur et les Parties LACC ont agi et continuent d'agir de bonne foi et avec la diligence requise.

[21] La prorogation est appropriée ici parce que les Parties LACC veulent mettre en œuvre des mesures de restructuration qui contribuent à la réalisation des objectifs réparateurs de la LACC, soit d'éviter les conséquences sociales et économiques résultant de la liquidation d'une compagnie insolvable⁷.

[22] La Période de suspension demandée permettra aux Parties LACC de poursuivre la mise en œuvre de leur restructuration.

2. Le financement temporaire

[23] Aux termes de la Convention de financement temporaire, les Prêteurs temporaires ont mis à la disposition des Parties LACC une Facilité de financement temporaire jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 3 100 000 \$ pour mener à terme les procédures sous la LACC ainsi que le plan de restructuration envisagé.

[24] Par ailleurs, aux termes de l'OIAR, le Contrôleur a été autorisé à emprunteur jusqu'à concurrence d'un montant maximal initial de 400 000 \$, représentant les besoins des Parties LACC pour la période se terminant le 6 juin 2025.

[25] Les Parties LACC demandent au Tribunal d'augmenter le montant que le Contrôleur est autorisé à emprunter d'une somme additionnelle de 400 000 \$, soit jusqu'à concurrence d'une somme totale de 800 000 \$, lequel montant représente les besoins de fonds additionnels des Parties LACC pour la période de la Suspension des procédures.

[26] Les Parties LACC demandent également au Tribunal d'augmenter la Charge des prêteurs temporaires d'une somme additionnelle correspondante de 480 000 \$, pour un montant total de 960 000 \$.

⁷ *North American Tungsten Corporation Ltd (Re)*, 2015 BCSC 1376, par. 26 à 28.

[27] Ces demandes sont raisonnables compte tenu des besoins de fonds des Parties LACC et l'absence de revenus des Parties LACC.

[28] En l'absence d'une augmentation de l'autorisation, les Parties LACC vont manquer de liquidités d'ici au 30 septembre 2025 tel qu'en fait foi le deuxième rapport du Contrôleur.

[29] Les modalités du financement temporaire offertes par les Prêteurs temporaires demeurent avantageuses.

3. Le processus de traitement des réclamations

[30] Les Parties LACC demandent au Tribunal d'approuver la mise en œuvre d'un processus de traitement des réclamations (le « **Processus de traitement des réclamations** »).

[31] Ce Processus de traitement des réclamations permettra aux Parties LACC et au Contrôleur d'identifier et de quantifier l'univers des réclamations potentielles à l'encontre des Parties LACC et de leurs administrateurs et dirigeants. Il constitue une étape vers le dépôt d'un plan de compromis et/ou d'arrangement conjoint par les Parties LACC, lequel demeure l'objectif ultime des Parties LACC.

[32] Aux termes de l'Ordonnance de traitement des réclamations proposée :

- 32.1. Le Contrôleur devra publier l'information relative au Processus de traitement des réclamations et transmettre les Instructions aux Créanciers à tous les Créanciers connus des Parties LACC, lesquelles instructions comprennent les avis, formulaires et autres documents essentiellement conforme aux annexes à l'Ordonnance de traitement des réclamations proposées;
- 32.2. Pour les créanciers bénéficiant du régime de retraite des Parties LACC (le « **Créanciers APR** », le Contrôleur transmettra un Avis de réclamation APR indiquant le montant de la réclamation de ces créanciers. Les Créanciers APR seront réputés avoir produit une réclamation pour le montant indiqué dans l'Avis de réclamation APR, à moins de produire une Preuve de réclamation auprès du Contrôleur au plus tard à la Date limite de dépôt des Réclamations;
- 32.3. La Date limite de dépôt de réclamations est établie au 15 août 2025 à 16:00 (heure de Montréal) pour toute Réclamation visée par le Processus de traitement des réclamations, à l'exception de toute Réclamation reliée à la restructuration;
- 32.4. Le terme Réclamation inclut toute réclamations à l'encontre des Parties LACC et les Administrateurs et Dirigeants;

- 32.5. Le Contrôleur, collectivement avec les Parties LACC, révisera et déterminera les Réclamations et, lorsqu'applicable, transmettra un Avis de révision ou de rejet au Créancier concernée, lequel Créancier aura l'opportunité de déposer une Requête en appel d'un tel Avis de révision ou de rejet dans les 10 Jours ouvrables;
- 32.6. Sur réception d'une Requête en appel, le Contrôleur, en consultation avec les Parties LACC, pourra résoudre la réclamation de manière consensuelle ou procéder avec l'appel;
- 32.7. Tout appel sera traité comme un véritable appel sur le dossier et non comme un appel *de novo*, à moins que le Tribunal ne décide que le fait de procéder comme un véritable appel sur le dossier entraînerait une injustice pour le Créancier; et
- 32.8. Les Réclamations environnementales sont assujetties au Processus de traitement des réclamations mais il est prévu que la définition de « Réclamation » à l'ordonnance n'élargit pas la définition de « réclamation » prévue à la LACC..

[33] Le Processus de traitement des réclamations proposé est juste et raisonnable et qu'il est approprié dans les circonstances de l'approuver afin de permettre aux Parties LACC de mieux évaluer le nombre, la nature et le montant des réclamations à leur rencontre et à l'encontre de leurs administrateurs et dirigeants, afin d'être adéquatement informés dans le contexte de la mise en œuvre de la restructuration et, le cas échéant, en vue du dépôt d'un plan d'arrangement conjoint.

CONCLUSION

[34] Les principales parties prenantes ont été notifiées de la demande. Personne, incluant le Procureur général du Québec, ne s'oppose à l'émission des ordonnances demandées.

[35] Les ordonnances demandées sont en outre à l'avantage des citoyens de Varennes et de Montréal-Est puisqu'elle permet aux Parties LACC de maintenir leurs obligations environnementales.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[36] **ÉMET** une ordonnance conforme au projet d'Ordonnance de prorogation communiquée par les parties ce jour et signée de manière contemporaine avec le présent jugement;

[37] **ÉMET** une ordonnance conforme au projet d'Ordonnance de traitement des réclamations communiquée par les parties ce jour et signée de manière contemporaine avec le présent jugement;

[38] **LE TOUT**, sans frais de justice.

MARTIN F. SHEEHAN, J.C.S.

M^e François Alexandre Toupin
M^e Christoph Ivancic
MCCARTHY TÉTRAULT S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Avocats de Pétromont inc. et Pétromont, société en commandite

M^e Danny Vu
STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Avocat de Restructuration Deloitte inc.

M^e Brian C. Nel
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
Avocat du ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques
et du Ministère de l'économie, de l'innovation et de l'énergie

M^e Rim Afegrouch
PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Date d'audience : 12 juin 2025